

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 21 février 1990

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE BUDGET

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, le budget qui a été présenté hier prouve une fois de plus à l'ensemble de la Chambre que le gouvernement conservateur est inébranlable dans sa volonté d'assurer au Canada un avenir économique solide.

Dans cette optique, il faut que le Canada ait une économie caractérisée à la fois par la vitalité et par la souplesse, une économie capable de mettre à profit les nombreuses perspectives et possibilités nouvelles qui s'offrent sur le marché mondial hautement concurrentiel et entièrement restructuré.

Cette économie a notamment pour pilier une main-d'oeuvre qualifiée et souple. Le Canada, en tant que pays, compte sur son commerce extérieur. Nous devons donc investir dans nos ressources humaines pour répondre aux exigences qu'imposent les changements économiques et technologiques.

Grâce à son leadership, le gouvernement conservateur s'est précisément engagé dans cette voie en mettant en oeuvre la nouvelle Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre qui met l'accent sur la formation dans le secteur privé et qui prévoit une affectation de fonds supplémentaires considérables aux sans-emploi, aux assistés sociaux et aux employés plus âgés qui sont déplacés.

J'estime que cette stratégie, conjuguée des réformes prévues en matière d'assurance-chômage et du filet de sécurité économique que nous avons mis au point, montre parfaitement bien l'engagement que le gouvernement a pris envers tous les Canadiens de promouvoir leur adaptation et celle de notre économie à l'évolution du Canada vers une plus grande prospérité.

LE BUDGET

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Monsieur le Président, parmi les nombreuses victimes du budget déposé hier se trouve une entité jadis fière, mais aujourd'hui en conflit, que nous appelons le Canada.

Au fil des ans, nous avons vu l'indépendance et la souveraineté de notre pays s'amenuiser à cause de l'orientation «continentaliste» du gouvernement actuel.

Hier, l'américanisation du Canada a fait un bond prodigieux en avant lorsqu'on a annoncé que les sociétés Pétro-Canada et Télésat seraient vendues. La vente de ces sociétés d'Etat marque la disparition d'un intérêt public dans la gestion et dans l'évolution de notre pays. Avec elles disparaît la possibilité de maintenir une part de propriété et de contrôle canadiens sur des ressources d'importance vitale. Avec elles disparaît également la possibilité pour les Canadiens d'établir leurs politiques de demain en ce qui concerne les sources d'énergie de remplacement et les communications à l'échelle nationale.

Remémorons-nous l'esprit de 1979, l'esprit qui avait poussé les Canadiens à s'opposer aux projets du gouvernement conservateur, qui voulait se débarrasser de Pétro-Canada. Ravivons aujourd'hui cet esprit pour que les Canadiens défendent une fois encore leur droit de vivre dans un pays libre et indépendant.

* * *

LE BUDGET

Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est): La décision annoncée dans le budget de ne pas construire le brise-glace Polar 8 viole un engagement pris avec la Colombie-Britannique et nie le développement du Nord. Il y a trois ans, le gouvernement a signé une entente pour donner un contrat à la Colombie-Britannique, alors que le Québec recevait le contrat des frégates.

L'annulation du projet Polar 8 signifie la perte de plus de 1 000 emplois directs à Vancouver et à Victoria, ainsi que de nombreux emplois indirects. C'est la fin de la construction navale en Colombie-Britannique.

La construction d'un brise-glace Polar 8 aurait été beaucoup plus qu'une déclaration de notre souveraineté dans l'Arctique. Elle est essentielle pour le développe-